



## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

### MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'OEUVRE

---

**OP 1136-Mission de maîtrise d'oeuvre pour la  
réfection de la toiture du Bâtiment 2 de l'IUT de  
MONTLUCON**

---













Date et heure limites de réception des offres :

jeudi 06 novembre 2025 à 12:00

**Cette consultation étant en dématérialisation complète,  
la signature électronique de l'acte d'engagement sera demandée  
seulement au candidat retenu.**

**Université Clermont Auvergne**  
49 Boulevard François Mitterrand  
CS 60032  
63000 CLERMONT-FERRAND

## L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

|   |                                     |  |
|---|-------------------------------------|--|
|    | <b>Objet</b>                        | OP 1136-Mission de maîtrise d'oeuvre pour la réfection de la toiture du Bâtiment 2 de l'IUT de MONTLUCON |
|    | <b>Mode de passation</b>            | Procédure adaptée ouverte  |
|    | <b>Type de contrat</b>              | Marché public  |
|    | <b>Délai de validité des offres</b> | 120 jours  |
|    | <b>Forme de groupement</b>          | Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire  |
|    | <b>Variantes</b>                    | Sans   |
|    | <b>PSE</b>                          | Sans   |
|    | <b>Clauses sociales</b>             | Sans   |
|    | <b>Clauses environnementales</b>    | Avec   |
|   | <b>Durée / Délai</b>                | 22 mois  |
|  | <b>Négociation</b>                  | Avec   |
|  | <b>Visite sur site</b>              | Visite obligatoire   |

## SOMMAIRE

|   |    |
|---|----|
| 1 - Objet et étendue de la consultation .....                   | 4  |
| 1.1 - Objet.....  | 4  |
| 1.2 - Mode de passation .....                                   | 4  |
| 1.3 - Type et forme de contrat .....                            | 4  |
| 1.4 - Décomposition de la consultation .....                    | 4  |
| 1.5 - Nomenclature.....   | 4  |
| 2 - Conditions de la consultation .....                         | 4  |
| 2.1 - Délai de validité des offres.....                         | 4  |
| 2.2 - Forme juridique du groupement.....                        | 4  |
| 2.3 - Variantes .....   | 5  |
| 2.4 - Développement durable .....                               | 5  |
| 3 - Les intervenants .....                                      | 5  |
| 3.1 - Contrôle technique.....                                   | 5  |
| 3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....  | 5  |
| 4 - Conditions relatives au contrat .....                       | 5  |
| 4.1 - Modalités essentielles de financement et de paiement..... | 5  |
| 4.2 - Confidentialité et mesures de sécurité .....              | 5  |
| 5 - Contenu du dossier de consultation .....                    | 5  |
| 6 - Présentation des candidatures et des offres .....           | 6  |
| 6.1 - Documents à produire.....                                 | 6  |
| 6.2 - Visites sur site .....                                    | 7  |
| 7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....              | 8  |
| 7.1 - Transmission électronique .....                           | 8  |
| 7.2 - Transmission sous support papier .....                    | 9  |
| 8 - Examen des candidatures et des offres .....                 | 9  |
| 8.1 - Sélection des candidatures .....                          | 9  |
| 8.2 - Attribution des marchés .....                             | 9  |
| 8.3 - Suite à donner à la consultation .....                    | 9  |
| 9 - Récompenses.....  | 10 |
| 10 - Renseignements complémentaires .....                       | 10 |
| 10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact .....      | 10 |
| 10.2 - Procédures de recours .....                              | 10 |

## 1 - Objet et étendue de la consultation

### 1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

OP 1136-Mission de maitrise d'oeuvre pour la réfection de la toiture du Bâtiment 2 de l'IUT de MONTLUCON

Lieu(x) d'exécution :

IUT de MONTLUCON  
4 avenue Aristide Briand  
Bâtiment 2  
03100 Montluçon

### 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

### 1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

### 1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

### 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

| Code principal | Description   |
|----------------|---|
| 71000000-8     | Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection |

La nomenclature interne se décompose de la façon suivante :

| Nomenclature | Libellé                        |
|--------------|--------------------------------|
| BF.12        | MAITRISE D'ŒUVRE ET INGENIERIE |

## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

## **2.3 - Variantes**

Aucune variante n'est autorisée.

## **2.4 - Développement durable**

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

# **3 - Les intervenants**

## **3.1 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier**

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'oeuvre.

## **3.2 - Contrôle technique**

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

## **3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau III sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

# **4 - Conditions relatives au contrat**

## **4.1 - Modalités essentielles de financement et de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

## **4.2 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

# **5 - Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le Diagnostic Technique Amiante
- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Les plans détaillés du bâtiment
- Le planning prévisionnel d'exécution
- Certificat de visite
- Charte graphique de l'UCA

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard **6 jours** avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.  
Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

| Libellés   | Signature | Nommage document candidature   |
|--|-----------|--------------------------------|
| Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner      | Non       | 1136-MOE-01-NOM ENTREPRISE-DC1 |
| Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail | Non       | 1136-MOE-01-NOM RESPECT EMPLOI |

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

| Libellés  | Signature | Nommage document candidature         |
|---|-----------|--------------------------------------|
| Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels | Non       | 1136-MOE-01-NOM ENTREPRISE-ASSURANCE |

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

| Libellés   | Signature | Nommage document candidature          |
|--|-----------|---------------------------------------|
| Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat | Non       | 1136-MOE-01-NOM ENTREPRISE-REFERENCES |
| Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat        | Non       | 1136-MOE-01-NOM ENTREPRISE-CV         |

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

| Libellés   | Signature | Nommage document offre   |
|--|-----------|--|
| L'acte d'engagement (AE) et ses annexes                    | Non       | <a href="#">1136-MOE-01-NOM ENTREPRISE-AE</a>                                  |
| Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) | Non       | <a href="#">1136-MOE-01-NOM ENTREPRISE-CCAP</a>                                |
| Une note méthodologique pour chaque étape de la mission    | Non       | <a href="#">1136-MOE-01-NOM ENTREPRISE-NOTE METHODOLOGIQUE</a>                 |
| Les délais d'exécution de chaque élément de mission        | Non       | <a href="#">1136-MOE-01-NOM ENTREPRISE-DELAIS EXECUTION</a>                    |
| La présentation de l'équipe dédiée au projet               | Non       | <a href="#">1136-MOE-01-NOM ENTREPRISE-PRESENTATION EQUIPE</a>                 |
| La décomposition du temps d'intervention                   | Non       | <a href="#">1136-MOE-01-NOM ENTREPRISE-DECOMPOSITION DU TEMPS INTERVENTION</a> |
| Le certificat de visite                                    | Non       | <a href="#">1136-MOE-01-NOM ENTREPRISE-Certificat de visite</a>                |
| La note environnementale (2 pages maximum)                 | Non       | <a href="#">1136-MOE-01-NOM ENTREPRISE-NE</a>                                  |

Les noms de fichiers doivent rester aussi courts que possibles, [respecter les indications de nommage indiqué dans les différents tableaux des pièces demandées](#), ne pas être accentués, ne pas contenir de caractères spéciaux.

Chaque document sera remis distinctement (pas de création d'un document .pdf qui regrouperait l'ensemble des documents demandés).

Toute pièce remise en excès par rapport aux pièces exigées ne sera pas analysée.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## 6.2 - Visites sur site

Une visite sur site est [obligatoire](#). L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les conditions de visites sont les suivantes :

Visite obligatoire [le mardi 21 octobre 2025 à 10h ou le mardi 28 octobre 2025 à 10h](#).

Le lieu de rendez-vous est

[4 avenue Aristide BRIAND 03100 MONTLUCON](#).

Un certificat de visite sera remis à son issue.

## 7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### 7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Université Clermont Auvergne - DPIE  
34 avenue Carnot  
63000 Clermont-Ferrand

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.





**Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite**

## 7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

# 8 - Examen des candidatures et des offres

## 8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

## 8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

| Critères  | Pondération |
|---|-------------|
| 1-Prix des prestations                          | 40.0        |
| 2-Valeur technique                              | 50.0        |
| Item 01 Composition et organisation de l'équipe |             |
| Item 02 Compréhension de la mission             |             |
| Item 03 Méthodologie de travail proposé         |             |
| Item 04 Optimisation du planning                |             |
| 3-Note environnementale (2pages maximum)        | 10.0        |
| Item 01 : Optimisation des déplacements         |             |
| Item 02 : Tri des déchets                       |             |
| Item 03 : Dématérialisation des documents       |             |

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

## 8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres reçues, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'engager une négociation avec tous les candidats ayant remis une offre recevable. La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre. Ces éventuelles négociations seront effectuées dans des conditions de stricte égalité.

L'attribution du marché de maîtrise d'œuvre est prononcée par le pouvoir adjudicateur.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours. Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

## 9 - Récompenses

A l'issue de la consultation, il ne sera versé aucune prime aux candidats admis à remettre des prestations et non retenus.

## 10 - Renseignements complémentaires

### 10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

### 10.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Clermont Ferrand

6 Cours Sablon

CS 90129

63033 CLERMONT FERRAND

Tél : 04 73 14 61 00

Télécopie : 04 73 14 61 22

Courriel : [greffe.ta-clermont-ferrand@juradm.fr](mailto:greffe.ta-clermont-ferrand@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)